

LE 9 OCTOBRE

TOUS EN GRÈVE FACE À LA RÉGRESSION SOCIALE ! DÉFENDONS NOTRE STATUT !

Le gouvernement a déjà affiché son intention d'en finir avec toutes les conquêtes sociales : services publics et statut des fonctionnaires, retraites, santé, sécurité sociale...

Dans la fonction publique, pour les enseignants du 1^{er} degré notamment, cela se traduit par :

- Le manque de postes indispensables dans le 1^{er} degré, aggravé par le dispositif CP100% réussite, s'ajoute aux milliers de classes et de postes dans le 2nd degré et chez les personnels administratifs que le ministre Blanquer veut supprimer.
- Une généralisation du recours systématique à des personnels contractuels sans réels droits en lieu et place du recrutement de fonctionnaires avec des garanties statutaires (exemple dans le 44 avec 80 PE contractuels recrutés cette année)
- De multiples notifications MDA non-respectées avec pour conséquence la dégradation des conditions d'accueil et d'exercice dans les classes. (Manque de places en structures spécialisées, manque d'AVS)
- Des conditions indignes pour les personnels AVS, avec pour seule reconnaissance un salaire de misère.
- L'évaluation des personnels aussi injuste qu'arbitraire découlant de la mise en œuvre du Parcours Professionnel Carrières et Rémunérations (PPCR). Cela aboutit à dégrader les conditions de travail des enseignants et à ralentir le déroulement de carrière d'une grande majorité. Dans le même temps, nos salaires et traitements baissent du fait du blocage de la valeur du point d'indice, alors que les cotisations retraite et la CSG ne cessent d'augmenter.
- La territorialisation/destruction de l'Éducation nationale qui aboutit à développer l'autonomie des écoles et établissements placés sous la coupe des collectivités territoriales (mairies, com-com...) et à placer les enseignants en situation de dépendance devant les élus municipaux.
- Des directives ministérielles en dehors de tout cadre réglementaire (évaluations CP/CE1, APC, Animations pédagogiques...) pour livrer les PE aux desiderata locaux.



Et pour couronner le tout, le gouvernement veut détruire nos retraites par répartition
Avec son projet de retraite universelle par point le gouvernement veut remettre en cause le code des pensions civiles et militaires, c'est-à-dire le calcul actuel sur la base de 75 % des salaires perçus les 6 derniers mois.

Résister, Revendiquer, Agir

Le SNUDI-FO 53 appelle les personnels du 1^{er} degré du département de la Mayenne, à se mobiliser le 9 octobre avec les autres personnels de l'Éducation nationale, avec les autres fonctionnaires et avec les autres salariés :

Pour la défense de nos statuts particuliers et du statut général de la Fonction publique
Pour l'abandon du projet d'un régime universel de retraites par point, pour le maintien du Code des Pensions civiles et militaires.
Pour l'abandon de PPCR
Pour l'augmentation générale des salaires
Pour la défense de l'École et du service public républicain contre la territorialisation

**MANIFESTATIONS INTERPROFESSIONNELLES en MAYENNE LE 9 OCTOBRE à
l'appel des UD des confédérations FO et CGT, de SOLIDAIRES et de la FSU**
Laval (place de la Trémoille, 10h), à **Renazé** (rd point de 'ardoise, 11h), à **Mayenne**
(square de Yougoslavie face au pôle santé à 14h30), à **Evron** (gare SNCF, 14h30)